**Géopolitique des relations**

**Chine/États-Unis à travers**

**Taïwan**

**Un ménage à trois très compliqués**

En guise d'introduction :

''En 2010, le premier fait marquant des tensions entre la Chine et les États-Unis se joue autour de Taïwan, ce verrou qui, au Nord, boucle le feston d’îles qui jalonnent la mer de Chine de l’Est et qui, au Sud, ferme l’ensemble des archipels bordant la mer de Chine du Sud. Pour la Chine, où se dessinent désormais de réelles ambitions de maîtrise de la haute mer, l’objectif est de faire sauter ce verrou, de façon à contrôler les passages sécurisés dont le pays a besoin pour se lancer librement vers le Pacifique. En effet, dès lors que l’île serait redevenue territoire chinois à part entière, le transit des bâtiments de guerre de l’Armée populaire de

libération pourrait se faire dans des eaux incontestablement chinoises. Les Américains ont bien perçu cette ambition. Ils ont également perçu le fait qu’une bascule de Taïwan du côté continental permettrait à la marine chinoise de venir menacer plus directement leur dispositif militaire dans le Pacifique et de se rapprocher des territoires des États-Unis. Maintenir l’indépendance de fait de Taïwan par rapport à la Chine constitue donc un objectif primordial pour la sécurité des États-Unis. C’est pourquoi ceux-ci continuent de soutenir l’île''.

**I/ La zone pacifique : enjeux et stratégie**

**I.1/ Présentation générale de la zone Asie-Pacifique :**

Aujourd'hui, se joue dans la zone Asie-Pacifique de nombreux conflits d'intérêts d'ordre

géopolitique ayant attrait à de nombreux aspects: géostratégique, économique et commercial,

diplomatique, historique, militaire...etc.

Bien que de nombreux pays soit impliqués, les principaux acteurs sont les deux premières puissance mondial : la Chine et les États-Unis.

Les plus gros enjeux géopolitique concernent principalement : les Corée où les deux grandes

puissances se son confronté durant la guerre de Corée, le Détroit de Taïwan (ou formose) qui

constitue un lieu de tentions où jouées plusieurs crises, ainsi que la mer de Chine de Sud qui

implique la Chine, Taïwan et de nombreux pays notamment le Vietnam soutenu indirectement par les États-Unis. A cela on peut ajouter les contentieux à propos de territoire maritime entre la Chine et le Japon où l'on retrouve une fois de plus les États-Unis qui soutiennent le Japon.

Revendication en mer de Chine du Sud,

La Chine est implantée dans tout le Pacifique depuis longtemps, dès la formation des

premiers foyers de la diaspora chinoise en Asie-Pacifique datant d'il y a plusieurs siècles. Les États-Unis s'y sont investis surtout durant la Guerre froide, mais depuis leur échec au Vietnam et dans un contexte de post-guerre froide, ils s'étaient peu à peu désinvestis de la zone pour se concentrer au moyen Orient. Cependant, les États-Unis réinvestissent actuellement la zone Pacifique, suite au retrait récent des troupes d'Afghanistan et d'Irak.

Face à la montée en puissance de la Chine, les États-Unis redoutent clairement d'être

détrônés par la Chine de leur place de leadership mondial. La politique d'Obama a clairement pour but de réinvestir massivement la zone Pacifique afin de contrer l'influence et le développement de la Chine dans cette zone. "Depuis son arrivée au pouvoir, Barack Obama s'est lancé dans un vaste chantier de redéfinition de la politique américaine en Asie-Pacifique. Cette nouvelle politique, qui contraste avec les années Bush marquées par un engagement assez faible, ambitionne de restaurer la présence américaine dans cette région, qui est de plus en plus sujette à interrogations",

Cette stratégie dite ''d'endiguement'' (containement) répond aussi à la modernisation de l'armée chinoise qui est aujourd'hui est la plus grande du monde en termes d'effectif. Mais elle garde tout de même, malgré les dires de certain alarmiste au Pentagone, un grand retard technologique sur l'armée Américaine.

Malgré une politique assez sévère à l'égard de Pékin, Washington n'ose pas avouer directement que l'ampleur de son investissement stratégique en zone Pacifique a pour but premier de contenir la Chine. De ce fait, Washington justifie la mobilisation de toutes ces ressources militaire par l'éventualité d'une crise avec la Corée du Nord et la responsabilité qui incombe aux États-Unis de maintenir la sécurité dans cette zone.

Face à cela, la Chine se sent oppressé et dénonce l'impérialisme américain qui n'hésite pas à

se comporter de façon hégémonique sous ses airs idéalistes. Elle rétorque de plus, que cette

méfiance à son égard n'est pas justifié de par le fait qu'elle n'ai jamais eu de volonté de domination agressive sur le monde et qu'elle est historiquement une civilisation pacifique.

La réalité est sans doute bien plus complexe que ce que voudrait faire croire les deux

grandes puissances du monde, il n'y a qu'à pour s'en rendre compte, recueillir des témoignages des voisins de la ''Chine pacifiste'' ou des pays ''pacifiés'' par les États-Unis.

Taïwan se trouve au milieu de cette zone, ceci à la fois géographiquement et à la fois

politiquement. Elle est en effet depuis la création de la République Populaire de Chine, au centre des discordes Chine/États-Unis. Soulevant de nombreux conflits d'intérêts y compris les siens, Taïwan représente aussi un noyau central géostratégique, un territoire représentant un portail sur le Pacifique et ses atouts, pouvant être ouverte par la Chine ou fermé par les États-Unis.

La Chine entend se développer dans la zone, notamment par le contrôle de territoires

maritimes qui représentent de précieuse zone de pêche, mais également des territoires riches en ressources énergétiques (gaz et pétrole). Ils constituent de plus, un aspect stratégique militaire qui permet de contrôler des voies maritimes commerciales, facilitant ainsi le transite de marchandise et l'approvisionnement en énergies et métaux rares. Dans cette perspective qui lui permet aussi de gonfler le nationalisme d'une partie de son peuple, la Chine renforce et modernise son armée en axant la priorité sur le domaine aéronaval qui constitue l'élément militaire essentiel à la maîtrise de la zone. Ceci autant dans la perspective d'un conflit que dans le poids diplomatique que peut apporter une tel puissance dans les négociations internationales.

**I.2/ Développement militaire aérien et naval de la République Populaire de Chine**

L’on se souvient qu’en 2009, pour les 60 ans de la fondation de la République Populaire de

Chine, l’armée populaire de libération avait montré ses muscles. Cela a eu pour effet de soulever une question : que vaut réellement l’armée chinoise ?

De 1937 à 1945 les forces navales chinoises ont été converties en force terrestre pour lutter

contre l’invasion japonaise. Cette technique a été renouvelée en 1960 de crainte d’une guerre contre l’URSS.

En 1979, Deng Xiaoping propose la nouvelle orientation politique des « Quatre modernisations ». Parmi celles-ci figure le développement de la défense nationale. Dès 1985 la Chine va placer à l’avant-poste de ses ZEE des forces de surveillances pour asseoir sa souveraineté sur ses zones territoriales et notamment sur la région de Taiwan, hors de la souveraineté nationale depuis 1949. L’île de Taiwan est en effet soutenue par le gouvernement Etats-Uniens mais voit l’influence de ce dernier diminuer au profit d’une pression croissante de Pékin.

Comment s’est réalisée cette modernisation ? Tout d’abord – comme c’est toujours le cas en

Chine – par un transfert de technologie. Celles-ci sont en provenance de pays occidentaux : de

l’URSS dans un premier temps puis, après 1991 de tous les anciennes nations composantes de

l’URSS. Mais avec la guerre du Golfe en 1990-1991 la Chine comprend – face à la défaite de

l’armée irakienne semblable à la sienne – qu’elle doit de nouveau moderniser son armée et

notamment ses forces navales. L’objectif fixé à partir de 195 est donc d’empêcher une déclaration d’indépendance de Taiwan et ainsi d’être en mesure de lutter contre les forces navales Etats-Uniennes. Première tentative d’intimidation sera menée en 1995, pour dissuader les taiwanais d’une volonté indépendantiste alors qu’ils sont amenés à élire leur premier président. Mais les relations avec Taiwan se sont par la suite réchauffer et l’objectif officiel n’est plus une éventuelle reconquête de l’île par le force mais, de protéger ses intérêt en Asie.

Néanmoins la marine chinoise a encore aujourd’hui un retard certain à combler : seuls

quatre sous-marins d’attaques peu discrets contre 57 américains et 25 russes. Sur 80 destroyers et frégates, un sur trois à moins de dix ans de service. La modernisation pour ces deux sortes d’engins est donc en cours mais s’annonce longue et difficile. Elle manque également d’avions anti-sousmarin.

Cependant en 2012 la moitié de ses soixante sous-marins étaient doté d’un équipement

relativement moderne et discret. En outre plus de 1 500 missiles conventionnels sont pointés sur Taiwan accompagnés de mines et lance-torpilles. Pékin devrait prochainement déployer des missiles balistiques antinavires d’une portée de plus de 2 000 km. Dans un autre secteur naval, l’armée chinoise s’est dotée de deux grands navires hôpitaux pour des missions humanitaires. En bref, comme la Chine a pu rattraper son retard économique, il est presque sûr qu’elle rattrapera son retard militaire naval. Bien qu’en cours de modernisation, elle est dotée d’une force navale conséquente et, cherche à entrer dans la cour des puissants avec la modernisation d’un ancien porte-avion soviétique Varyag le premier porte-avion chinois récemment achevé. Cet appareil acheté en 2000 par une société de Macao pour en faire un casino a été rallié à la Chine 2002. Son nom actuel est le Liaoning 16 et est en service depuis septembre 2012, suite aux tensions avec le Japon dans la zone des îles Diaoyu.

**Le Varyag avant sa modernisation.**

Le Varyag après sa modernisation en septembre 2012

Les premiers effectifs aériens de République Populaire de Chine remonte à la fondation de la

République en 1949. En effet, avant cette date l’ensemble des forces aériennes étaient détenus par le parti du Kuomintang. Ce premier groupe constitué de 40 aéronefs pour la protection de Pékin va se développer dès 1951 en raison de la guerre de Corée. En effet, à ce moment l’URSS fait don de livraisons d’aéronefs et, deux ans plus tard la Chine obtiendra des licences pour la production de ces aéronefs. Ce soutient soviétique est constitué de la fourniture des équipements mais également de la formation du personnel chinois pour l’utilisation de ces équipements. En outre l’URSS demande à ce que l’espace aérien de certains sites en face de Taiwan soit défendu. Les premiers combats entre l’armée de l’air de RPC et de RC auront lieu en 1958, pendant la Seconde crise du détroit de Taïwan.

La rupture sino-soviétique pendant les années 60 entraine une période difficile pour l'armée

de l'air chinoise dont l’ensemble des appareils étaient de conception ou d’importation soviétique. Il faut attendre l’effondrement du bloc soviétique en 1991 pour la Russie redevienne fournisseur militaire de la Chine. C’est pendant la décennie de 1990 que la Chine va moderniser son aviation en retirant les appareils dépassés et en remplaçant ces derniers par un nombre plus restreint mais de meilleure qualité d’appareils. Cela commence avec l'acquisition de Su-27 et Su-30 et la conception du Chengdu J-10 et de JF-17 Thunder – dans un programme militaire conjoint avec le Pakistan. En 1996 la Chine la licence pour la production locale de 200 Su-27 en même temps qu’elle acquerra le modèle Su-27 et Su-30. Les études estiment que le nombre d'avions de combat moderne (J-10, J-11,

Su-27, Su-30 et J-8F) entre 2008 et fin 2011est passé de 500 à plus de 1 200.

Il est aujourd’hui difficile d’estimer quelle est la force du parc aérien chinois, en effet Pékin

se refuse à divulguer des chiffres. A partir des quelques indices qui ont été donné à voir dans les médias, il semblerait que la Chine soit doté de la plus importante force aérienne d'Asie, avec 250 000 membres et 2 500 avions de combat. Cependant un grand nombre de ces appareils commence à vieillir.

Un Chengdu J-10

**I.3/ Géostratégie en pacifique à propos de Taïwan**

La stratégie chinoise :

Nous laisserons les raisons politique et symbolique de ce point de discorde entre les États-

Unis et la Chine pour nous concentrer d'abord seulement sur l'aspect stratégique militaire que peut représenter Taïwan dans la zone pacifique.

Comme nous l'avons vu, la Chine apporte une grande importance au développement de ses

capacités dans le domaine aéronaval. Étant protégé de l'Inde par la chaîne Himalayenne et le Tibet, et ne redoutant pas à priori de menace venant du Nord, la Chine a tout intérêt à se concentrer sur ses côtes. En effet, la possibilité d'un conflit concernerait certainement en priorité le domaine maritime et navale.

Taïwan se trouvant à seulement 180kilomètres des côtes de la province continentale du

Fujian, offre un meilleur accès sur les îles du nord disputé avec le Japon et au Sud sur la mer de Chine. Elle constitue ainsi un territoire d'une importance tactique essentiel.

En effet, si Taïwan était contrôlée par la Chine elle représenterait un véritable mur de

protection du continent vis à vis de l'océan pacifique qui permettrais d'une part de mieux assurer sa défense et sa capacité de riposte. D'autres parts l'île lui offrirait une réel ouverture sur l'Océan qui augmenterait considérablement ses territoires maritimes lui apportant ainsi d'avantage de zones d'exploitations de ressources, une plus grandes capacités d'influences voir de domination des pays voisins et une plus grande liberté de déplacements militaire vers le Nord : Japon, Corée du Sud; vers l'Est : rapprochement de l'autre rive du pacifique mais avant cela de ses bases militaires, et surtout au Sud : la mer du Sud.

En revanche si Taïwan est sous la sous la tutelle américaine, elle représente alors un

véritable point d'appui pour les États-Unis qui lui permet de menacer directement le continent.

Notamment la zone côtière de la Chine qui abrite les plus grands foyers économique et qui sans Taïwan devient tout a fait vulnérable face à l'océan. Aussi, les américains peuvent d'avantage maitriser les voies maritimes d'approvisionnement chinoises, voir les bloquer. Taïwan constitue donc pour les Américains la pièces centrale d'une muraille de puissance asiatique qui contraindrait la Chine à ses seul mers bordières.

Pour les Chinois elle demeure la pièce maîtresse pour assurer sa protection et son

développement dans le Pacifique. Les enjeux sont quasi-les mêmes pour les États-Unis qui si

Taïwan est indépendante peuvent conserver plus longtemps leur avantages et mieux assurer leur protection. Or ces facteurs seront décisifs pour savoir laquelle de ces deux puissances dominera l'autre et sera par conséquent le leader mondial.

Ainsi, le développement de l'armée Chinoise représente une véritable pression pour Taïwan.

La Chine ajoute au récent développement de ses forces aéronavales, amphibie et de débarquement un développement balistique très poussé1.

La situation de Taïwan est donc très délicate depuis l'expansion de l'armée chinoise. Taïwan

a perdu depuis longtemps la course à l'armement, aujourd'hui il est évident qu'elle ne pourrais

résister seul en cas de conflit direct. Cependant comme nous le verrons plus précisément en seconde partie, elle persiste à vouloir s'équiper d'armement moderne auprès des États-Unis.

Même si l'armée chinoise l'a dépassé depuis longtemps par son ampleur, l'armée de Taïwan

garde une large avance technologique qui lui permet en premier lieu de retarder son annexion à la Chine, puis d'avoir une meilleur capacité à négocier avec Pékin sans avoir pour le moment à céder, et peut-être ensuite la possibilité de se défendre en cas de conflit à condition d'être soutenu par les américains.

Ainsi Pékin espère faire céder Taïwan sans le moindre conflit. Cependant il est dans l'intérêt

de la Chine de laisser planer le doute quant à la possibilité qu'elle prenne l 'île par la force au

moindre écart. Nous développerons d'avantage cet aspect en deuxième partie en rappelant

l'indifférence affiché de Mao face à la menace nucléaire. Puis en troisième partie nous nous

poserons la question jusqu'à quel point la Chine peut ''bluffer'' et est-ce que tous les décideurs du Pentagone sont-ils en mesurent de saisir pleinement ces finesses diplomatiques inspirées depuis des millénaires?

Avant de voir plus précisément les relations politique et diplomatique de ces trois acteurs,

nous allons d'abord présenter la tactique américaine de l'endiguement de la Chine.

La stratégie américaine :

Limiter la Chine dans l'océan Pacifique est un objectif de grande envergure. Le faire tout en

espérant maintenir des relations diplomatiques à peu près stable l'est d'autant plus. Les États-Unis n'ont pas la prétention de répondre à cette objectif en étant seul. Alors, les ils se rangent d'abord du côtés de ses alliés traditionnels asiatique : Japon, Corée du Sud, Thaïlande.

Ensuite, les États-Unis cherchent le rapprochement avec d'autres localités tel que le Vietnam

et l'Indonésie.

Si les États-Unis parviennent à s'allier aux puissances asiatique jusqu'en Australie créant

ainsi une véritable barrière à la Chine, cette dernière se trouverai limité seulement à ses eaux

côtières. Par ailleurs beaucoup de ses voisins ne sont pas hostile à la présence américaine qui les protègent du grand frère chinois.

Ainsi la politique américaine dans la région encourage fortement au sentiment

d'encerclement de la Chine avec : un accord de reconnaissance de puissance nucléaire signés entre les États-Unis et l'Inde en 2006, l'entretiens de base militaire en Corée du Sud et le Japon, ainsi que la volonté d'Obama de créer une zone de libre-échange comprenant l'Australie, le Japon, Singapour et le Vietnam.

En revanche les populations d'autres pays comme l'Indonésie ou l'islam est très présente, ne

voit pas d'un très bon oeil le rapprochement américain. Ainsi ces pays décident de faire appel à des partenaires diversifiés car ils souhaitent conservé leur indépendance à la fois vis à vis des États-Unis et à la fois vis à vis de la Chine.

La division ne se fait donc pas toujours en deux camps Chine/États-Unis car la situation

pour chaque pays est souvent bien plus complexe. Beaucoup de ces alliances ont un caractères

ambivalent.

Comme celle entre le Vietnam et les États-Unis qui constituent un véritable point sensible

vis à vis de la Chine. En effet l'amélioration de leur relation permettrais au consortium pétrolier américain Eexon d'exploiter des ressources pétrolières en pleine zone de mer de Chine du sud. Or, la zone de mer de Chine du Sud revendiqué par la Chine est un foyer de tentions avec de nombreux voisins. Les États-Unis deviennent par le biais du Vietnam une fois de plus un acteur indirect. Il y a un an, l'Australie était en voie d'accueillir 2500 marines américain dans la base militaire de Darwin, suite au mécontentement chinois, cette décision à dû être révisée pas les dirigeants australien qui ont déclarés finalement seulement permettre des aménagements facilitant les transites de la marine américaine.

Comme en témoigne cet événement, l'Australie se trouve alors devant un grand dilemme,

comment concilier la rivalité qui oppose son plus grand partenaire commercial à son alliés

historique? En effet, l'Australie ne peut se permettre de perdre la Chine qui par son fort intérêt pour le secteur minier australien est devenu le pilier de son économie.

Ceci témoigne également de la volonté américaine de réinvestir la zone militairement.

Actuellement, déjà deux tiers des marines américain sont déjà positionnés dans la région

pacifique, principalement au Japon ou se trouve 40 000 hommes, 28 000 en Corée du Sud1, ainsi qu'au Guam où il est stationné aussi une flotte importante.

Effectivement, il est prévu un renforcement de la base de Guam notamment par des

transferts d'effectif de la base d'Hawaï. La base de Guam se trouvant beaucoup plus proche des zone de trouble potentiel : Corée, détroit de Taïwan, mer de Chine du Sud. Cette proximité de la base de Guam permet une capacité d'action beaucoup plus rapide, qui répond mieux au concept moderne de guerre éclaire (qui malgré son effet boomerang en Irak : montée de l'insécurité dans les trois années qui ont suivis, reste toute fois le modèle suivit discrètement par la présidence Obama).

Toujours en accord avec ce concept, le Pentagone se trouve dans une optique de limité les

effectifs quitte à les combler en faisait appel aux forces locales, ceci en parti dû à des problèmes financier. A cela s'ajoute en réponse à la modernisation de l'armée chinoise, un développement technologique militaire encore plus poussé. Notamment dans le domaine des forces antimissiles ainsi que dans celui des frappes de précision, avec la confection d'un nouveau bombardier stratégique.

Taïwan représente le maillon centrale de cette barrière érigée face à la Chine. En plus d'être

un allié militaire et économique il représente aussi un fort allié idéologique. Cependant là aussi la relation n'est pas sans ambivalence. Que se soit Taïwan ou les États-Unis chacun se doit de préserver leur relation avec la Chine pour de très fortes raisons économiques et ne doivent ainsi se montrer trop proche l'un envers l'autre.

En conclusion, les États-Unis, pour préserver leur puissance, cherchent vraiment à limiter

l'influence la Chine quasiment sur son propre territoire. Ainsi les deux grandes puissances

concurrences dans cette zone par leur puissance militaire puis par leur faculté à rassembler des alliés stratégique et commercial.

La Chine a aussi des atouts vis à vis de certains pays. En effet, elle a permis aux pays de la

région de sortir rapidement de la crise financière. Elle symbolise un modèle de réussite hors

occidental, et se démarque grandement des États-Unis par sa grande discrétion politique (à une exception prés, la question de Taïwan). La diaspora chinoise fortement implanté dans beaucoup de pays d'Asie-Pacifique permet une meilleur connaissance, une meilleur proximité ainsi qu'une meilleur stimulation commercial. Cependant, la présence chinoise notamment dans le domaine économique est souvent ressentis comme étouffante par les populations locales qui ne peuvent pas concurrencer à plusieurs niveaux.

**I.4/ Alliances stratégiques économique et politique de Taiwan**

Dans cette partie, nous allons dans un premier temps nous tourner vers les spécificités de

l’économie taiwanaise ainsi que les alliances majeures de cette économie avec d’autres nations. Par la suite nous analyserons quelle a été la stratégie politique de Taiwan au cours des dernières années. La spécificité de l’économie taiwanaise réside en ce qu’elle a été pendant plusieurs décennies sous régime japonais avant d’être soutenue par le régime Etats-Uniens. De 1895 à 1945, le gouvernement japonais a entrepris une modernisation complète des structures de l’île, notamment dans le secteur agricole. Par la suite, pendant la guerre de Corée – 1950-1953 – les Etats-Unis ont pris conscience de l’importance d’avoir des alliés stratégiques dans la zone asiatique. Ce soutien s’est réalisé au travers d’aides financières et d’investissements massifs à la seule condition d’une main-d’oeuvre bon marché.

C’est avec une économie ayant atteint un sommet de croissance à 10% pendant la période

1975-1990 que Taiwan a pu elle aussi entamé sa transition économique, se tournant vers les hautes technologies tout en continuant de se montrer une remarquable nation exportatrice. La stratégie économique taiwanaise consiste en une économie développée et moderne de par son système et ses infrastructures. L’économie taiwanaise vise la croissance par sa grande capacité d’exportation sans en être dépendante et ayant donc un taux également élevé d’importation.

Elle bénéficie en outre du dynamisme des pays avoisinant : Chine, Corée, Japon, Vietnam…

Ainsi en 2011 le taux de produits exportés total était de 307 milliards de dollars. Le montant total de produits importés était de 279,2 milliards de dollars. Les produits d’exportations sont

principalement : des produits électroniques, des métaux, de la machinerie, des textiles, des

plastiques ainsi que des produits chimiques et les instruments médicaux. Ceux-ci sont en

provenance principalement de Chine 28.1%, Hong Kong 13.8%, EU 11.5%, Japon 6.6%, Singapour 4.5%. Les produits d’importations sont : les biens électroniques, le pétrole brut, les instruments de précisions, la chimie organique et certains métaux. Les principaux partenaires d’importation sont le Japon 20.7%, Chine 14.2%, EU 10.0%, Corée du Sud 6.43%, Arabie Saoudite 4.7%. Avec la Chine, les accords Economic Cooperation Framework Agreement ont été signés en 2010 et ont permis l'abaissement des barrières commerciales. Le résultat en est l’accroissement de plus de 36% des échanges dans le détroit de Formose en un an. Par ailleurs Taiwan est toujours le premier investisseur « étranger » en Chine. Avec les Etats-Unis, Taiwan entretien d’importantes relations économiques. C’est ainsi que l’île est le huitième partenaire commercial des Etats-Unis, elle est également le sixième marché de produits agricoles des Etats-Unis.

Depuis le 23 novembre 1971, la République de Chine est exclue du programme des Nations

Unies et de ses organisations affiliées. Ses tentatives de réintégrations ont toujours été rejetées par le conseil permanent où la République Populaire de Chine possède un droit de véto. Elle a

cependant réussi en mai 2009 à se faire accepter comme un observateur régulier de l’Assemblée mondiale de la santé. Elle bénéficie du même statut – ou membre associé – pour 20 autres organisation intergouvernementales et des structures affiliées comme la Banque interaméricaine de développement ou la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. L’on peut également noter que c’est aux activités de plus de 2 100 organisations non gouvernementales (ONG) que prennent part les ONG taïwanaises. Taïwan à également réussi à accéder au statut de membre de l'OMC et de l'APEC, sous les noms de Chinese-Taipei cependant, nom imposé par la République Populaire de Chine à Taiwan lorsque celle-ci est présente auprès d’une instance internationale. Enfin, selon l’Union Européenne, Taiwan peut être parfois reconnue, selon le contexte de la situation. L’on voit donc que l’adhésion aux organisations internationales, quelles qu’elles soient est un des objectifs stratégiques de Taiwan pour renforcer son statut de zone – si ce n’est indépendante, tout au moins – spéciale. Cependant, cette politique est contrariée par la Chine continentale qui menace de rompre ses relations avec tous les Etats tentés de renforcer leurs liens avec Taipei. Résultat : en février 2008, seuls 23 pays reconnaissaient officiellement Taiwan.

Pour tenter de parer à cette mesure, Taipei a lancé, à la fin des années 1980, une politique

dite de « diplomatie pragmatique ». Cette politique consiste à employer la force économique de l'île pour entretenir ou nouer des relations avec des pays amis. Cela s’est beaucoup fait avec l’utilisation d’une politique d’aide publique au développement (APD) mis en oeuvre par Taiwan. Initialement cette APD constituée en une aide stratégique-diplomatique centrée vers les intérêts d’un Etat. A la fin de la guerre froide, ces aides se sont davantage tournées vers les intérêts des sociétés. C’est une aide « pour les gens » dont les priorités sont consacrées à l'éradication de la pauvreté, à la défense des droits de l'homme, à l'amélioration du système médical, à l'assistance technique, à l'éducation, à la protection de l'environnement ou encore à la progression des droits des femmes.

Les pays bénéficiant de cette APD sont des nations amies ou encore des nations en quête

elles-aussi de reconnaissance. Les motivations humanitaires et commerciales, ainsi que les

préoccupations en termes de développement, ne viennent qu'après des mobiles essentiellement diplomatiques dont Taiwan ne fait pas exception. Cela va en outre permettre un « retour sur investissement » puisqu’elle en profitera pour développer ses relations avec ces pays dans les domaines économiques et politiques.

Les missions de la politique extérieure taiwanaise sont donc : aider les pays en voie de

développement amis à assurer leur développement économique ; accroître la coopération

économique bilatérale ; contribuer aux efforts de Taiwan visant à réintégrer la communauté

internationale ; et permettre à l'île de rompre son isolement diplomatique. Il est par ailleurs à noter que seuls ces pays en voie de développement peuvent bénéficier de prêts à taux d’intérêts réduits.

Par exemple en 2007, les îles Salomon, Nauru, le Malawi, Palau, le Swaziland, Tuvalu, Sao-Tomeet-Principe, Saint-Christophe-et-Nevis, Saint-Vincent-et-Grenadines, le Honduras, le Burkina Faso, les îles Kiribati et le Belize étaient d’un côté des soutiens à la cause taiwanaise à l'ONU et de l’autre des bénéficiaires des fonds d'APD taiwanais.

L’aide apporté par Taiwan est bien différente de l’aide chinoise : en effet un pays manquant

de tout sera plus sensible aux arguments de Pékin qu'à ceux de Taipei ; à l'inverse, une économie connaissant une croissance bourgeonnante sera probablement plus encline à suivre le modèle taiwanais. L’on imagine donc que les services taiwanais sont plus spécifiques et de meilleure qualité. Parmi ceux-ci, l’on trouve principalement la mise à niveau des pratiques agricoles locales, le développement du secteur privée, l’utilisation des technologies d’informations et de communications, et enfin, la santé publique. Cette réalité s’illustre également au niveau géographique : alors que les récipiendaires de l'aide taiwanaise sont essentiellement concentrés en Asie du Sud-Est et en Amérique latine, la Chine populaire, elle, assiste principalement des pays africains. Cela est logique dans la mesure où les pays d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine bénéficient en moyenne d'un niveau de développement supérieur à celui des pays africains.

Les vingt-trois Etats reconnaissant Taiwan sont donc : le Belize (1989), le Burkina Faso

(1994), la République dominicaine (1957), le Salvador (1961), la Gambie (1995), le Guatemala (1960), Haïti (1956), le Honduras (1965), le Kiribati (2003), le Marshall (1998), le Nauru (1980-2002, 2005), le Nicaragua (1990), le Palaos (1999), le Panamá (1954), le Paraguay (1957), Saint- Christophe-et-Niévès (1983), Sainte-Lucie (1984–1997, 2007), Saint-Vincent-et-les Grenadines (1981), Sao Tomé-et-Principe (1997), le Swaziland (1968), les Îles Salomon (1983), le Tuvalu (1979) et le Vatican (1942). L’on se doit de noter par ailleurs la présence des ONG Taiwanaises dans de nombreux pays – plus de 92 – sans que ces derniers reconnaissent l’indépendance de l’île.

Cela participe cependant des bonnes relations de Taiwan sur la scène internationale en renforçant son soft-power.

**II/ Taïwan, symbole centrale de cette zone : les relations politique trilatérales**

**II.1/ Les intérêts des pointes :**

La position de Taiwan en Asie est un positionnement clef pour quiconque souhaite renforcer

sa puissance en Asie de l’Est. L’on nomme Taiwan « la clef du nord » permettant de tisser des liens avec les économies du Nord-Est Asiatique, ou encore « la porte du sud » qui donne accès aux pays de l’ASEAN et à leurs mains d’oeuvres bon-marchés. Ce placement géographique est ainsi de grande importance dans l’économie régionale, mais également dans la géostratégie locale. En effet, Taiwan a déjà été cité comme « le porte-avions insubmersible des Etats-Unis » par le gouvernement chinois. Cela préfigure donc un des intérêts de la Chine à « reconquérir » la belle Formose.

Depuis 1949 le gouvernement central envoie des perches à Taipei dans l’espoir que ceux-ci

s’emparent. Ces tentatives se sont faites de plus en plus pressantes. Ainsi le 11 janvier 1982, Deng Xiaoping a précisé que la politique du gouvernement chinois devait être celle d’ « un pays, deux systèmes ». Il précisa que sous la condition préalable que le pays réalise la réunification, Taiwan pourrait pratiquer le capitalisme, alors que le continent resterait sous régime socialiste. En décembre 1982, en adoptant la Constitution de la République Populaire de Chine il fût stipuler que «le pays peut, au besoin, mettre en place une région administrative spéciale, et les systèmes adoptés dans cette région peuvent être décidés par l’Assemblée populaire nationale sous la forme d’une loi s’accordant aux conditions concrètes ». Par la suite, le 26 juin 1983, Deng Xiaoping réaffirma ce concept de la réunification pacifique de Taiwan avec le continent. Celui-ci signifiant qu’après la réunification, Taiwan pourra à titre de région administrative spéciale pratiquer un système social différent de celui du continent. En outre elle dispose de ses propres pouvoirs législatifs et du droit d’adjudication sur l’île. Enfin, Taiwan pourra garder ses propres forces armées, à condition qu’elles ne constituent pas une menace pour le continent. Ce concept fût à nouveau réaffirmer en juin 1989 et le 30 janvier 1995 lors d’un discours de Jiang Zemin.

L’on est alors en mesure de se demander pourquoi la Chine souhaite tellement faire régner

cette idée d’un Etat chinois uni. Au vu de cette analyse, on comprend que le problème est avant tout d’autre idéologique. Le gouvernement chinois – de même que la population chinoise – ne peut souffrir d’une division perçu comme un signe de faiblesse quand on sait que la Chine divisée a toujours été vaincue. En outre l’île de Taiwan sert d’avant-poste et de barrières maritimes de défense pour la côte de la Chine du Sud-Est. Elle garde le centre de communications des routes maritimes du Pacifique Ouest. Le continent et Taiwan se sont toujours entourés et protégés réciproquement et ont conduit attaques et défenses comme un tout.

Taiwan se trouve également entre des îles japonaises, les Philippines, le Fujian, les îles

Aléoutiennes et les îles indonésiennes dans le Pacifique Ouest. C’est pour cela que si elle tombait dans les mains de l’ennemi, Taiwan perdrait sa fonction de barrière, laissant la porte ouverte vers le continent, la profondeur de la défense stratégique maritime étant perdue et le système de défense maritime, démoli. Mais de plus l’île deviendrait un tremplin et une tête de pont pour des ennemis lors d’attaques.

Un autre point important est que Taiwan agit comme un pivot dans la marche de la Chine

vers l’ère de la mondialisation. Elle forme un espace stratégique indispensable dans la revitalisation de la nation chinoise. En effet la Chine clame avec force que de son multiethnisme découle de nombreuses ressources et présente donc un avantage au développement. A noter que c’est également une démarche qua également eu le gouvernement du FMT arrivant à Taiwan : clamer et encourager la multiplicité ethnique de l’île de façon à renforcer l’identité culturelle taiwanaise pour qu’elle s’en enrichisse. Ainsi Pékin pense que la séparation ne peut avoir pour conséquence que « la vaine

dilapidation des précieuses ressources de l’Etat, la perte regrettable de possibilités de

développement, et finalement, la perte de la position que la nation chinoise mérite au sein de la structure stratégique internationale du nouveau siècle ». Bref, si Taiwan passait en des mains étrangères, non seulement de grands secteurs du territoire maritime et des ressources océaniques le long de la côte de la Chine du Sud-Est seraient utilisés par d’autres. Mais il en irait de même pour le commerce extérieur, le transport externe et le transport des énergies dont dépendent l’essentiel de la vie économique et de l’ouverture sur l’extérieur de la Chine. Le but est donc de ne pas perdre ses ressources.

La plus grande peur de Pékin serait que l’île de Taiwan se voit prise par les forces

américaines qui y disposent déjà de pied-à-terre et dont l’alliance avec militaire avec Taiwan n’est pas un secret. La présence états-unienne à Formose permet aux USA de disposer d’un avant-poste d’observation direct contre la Chine. L’on peut par exemple noter un évènement récent : 28 juillet 2011, deux chasseurs chinois ont poursuivis un avion de surveillance américain dans la zone aérienne de Taiwan. Ce genre de dépassement militaire n’était pas arrivé depuis 1999. Le gouvernement chinois a par la suite demandé aux Etats-Unis de ne plus réitérer cette sorte de manoeuvre militaire ce à quoi ces derniers ont répondus que leurs services ne pouvaient nullement être mis en cause dans cette affaire.

Présents depuis les années 1950 dans cette zone, les Etats-Unis essaient de retarder le plus

que possible l’expansion chinoise dans ce secteur. Cela se traduit par une surveillance étroite de la Zee taiwanaise, mais aussi des îles à proximité. Il faut noter que la présence américaine à Taiwan est efficace car elle est relativement bien vécue par la population. En effet, le gouvernement américain a depuis les années 1950 apporté son soutien à l’économie taiwanaise ainsi qu’à la politique. C’est d’ailleurs un des principes que disent défendre les Etats-Unis en protégeant Taiwan, ils protègent la démocratie taiwanaise, la seule de type occidentale en Asie de l’Est. En outre, un contrat de protection de Taiwan existe officiellement depuis le 10 avril 1979. Ce dernier a été signé par Jimmy Carter et s’engage à la protection de l’île.

L’on peut voir si dessous la Zee réduite de la République Populaire de Chine Enfin, nous allons voir quels sont les intérêts des taiwanais à garder leur indépendance. Il s’agit principalement de jouir d’une certaine démocratie avec laquelle vont une certaine liberté et

liberté d’expression. En 2011 ont été recensé plus de 197 partis politique, cela montre bien le

dynamisme démocratique de l’île. Par cela elle est plus proche des démocraties occidentales et ne souhaite donc pas particulièrement retourner dans le giron de la Chine continentale. Les autres craintes taiwanaises sont les ingérences chinoises que causerait la réunification dans leur économie.

Ainsi, nous avons vu dans cette partie que les plus intéressés par la réunification de Taïwan avec la Chine sont les chinois. Ces derniers bénéficient pour y arriver du positionnement géographique qui détermine naturellement un lien entre ces deux entités, et également une grande force économique et militaire que ne peuvent plus négliger les États-Unis et qui ne peuvent plus se permettre d’entrer en conflit ouvert. Les américains ne peuvent en effet que voir leur influence décroitre dans la région sans pour autant agir, et les taiwanais se voit contraint à une politique de rapprochement car la puissance de leur voisin – semblable à un aimant – les attire.

**II.2/ Rappel historique des relations trilatérales et gouvernances**

Depuis la proclamation de la République populaire de Chine en 1949 et la fuite de Tchang

Kai Chek et ses troupes à Taïwan, les États-Unis et à la Chine ont connus plusieurs mouvances dans leur relation. Longtemps sans autre échange que des tentions dans le détroit de Taïwan, les États-Unis ne reconnaissant même pas la République populaire de Chine jusqu'en 1972. Après cela le dialogue est réouvert mais ne permettra pas vraiment de régler les tentions, surtout autour de Taïwan où aucun des deux partis n'est décidé à changer.

On verra ensuite selon les gouvernances et les situations, s'installer différentes politiques

américaine parfois entremêlées que l'on peut résumer en deux principales : engagement et

containment. La politique de la Chine est plus simple dans le fond : elle n'est pas prête à céder

Taïwan, mais elle est trop consciente des nuisances qu'induirait une réunification par la force.

Taïwan malgré que ses deux ligues politiques principales se disputent le pouvoir, aucune n'a jamais souhaitées rallier le continent. Elle se trouve donc entre une sollicitation discrète des États-Unis et une diplomatie serrée avec la Chine.

Suite à leur confrontation en Corée, le 27 juin 1950 Truman décide de soutenir Tchang Kai

Chek en mobilisant la 7ème flotte dans le détroit de Taïwan. Ceci, avant tout dans un symbole de lutte contre le communisme, que d'empêcher l'invasion de l'île.

Puis Eisenhower remplace Truman et signe le traité du 2 décembre 1954 : qui d'une part,

reconnaît comme Chine seulement celle de Tchang Kai Chek, et d'autre part proclame une promesse de défense mutuelle en cas d'agression. A cette époque Taïwan, espère encore libérer la Chine continentale, et réciproquement bien sûr.

Quelques mois plus tard en août 1954, un an après le retrait de la 7ème flotte, Mao

bombarde les îles Quemoy et Matsu situé à 4km des côtes chinoises. Cette action suscite beaucoup d'étonnement de la part des Soviétiques qui ne comprendront pas la stratégie de Mao, qui continuera de bombarder les îles sans s'en emparer. Kissinger parle d'avantage ''d'un subtil exercice de gestion de crise'' plutôt que d'une course à l'affrontement. Le diplomate américain analyse la stratégie de Mao comme ayant pour but d'une part de tester la réaction des États-Unis et d'autre part de garder Tchang Kai Chek à portée, afin ''de l'incommoder à souhait''. Mao est bien conscient de la situation

délicate des États-Unis qui ont promis un soutient à Taïwan mais qui ont quand même de la retenu quant à faire la guerre seulement pour quelques îles côtières. On parlera de ''coexistence belliqueuse'' orchestré à tel point, que les bombardements en viendront à être effectué les jours impaires du mois accompagné de mise en garde de la population. Après hésitation Washington déploie à nouveau finalement trois porte avions, certains états-majors de l'armée commencent à mentionner l'éventualité d'une riposte nucléaire mais Eisenhower s'y oppose.

Une part de la stratégie de Mao sera d'afficher haut et fort son insensibilité face à la menace

d'une guerre nucléaire. Il dira en autre : '' Les États-Unis ne peuvent anéantir la nation chinoise avec leur petit tas de bombes atomiques.''1. Face à aux provocations de Mao, les États-unis et l'URSS se sont senti décontenancée, elles-mêmes ayant plus conscience des conséquences d'un conflit nucléaire. Cependant en faisant cela Mao ne fait que répondre à l'intrusion américaine dans le Pacifique et à l'empêchement de gérer ce qu'il considère comme les affaires internes de la Chine.

Henry Kissinger note que les stratégies historiques de Sun tzi seront très présente durant ce conflit, les États-Unis ayant aussi leur manière de les appliquer.

Il y a nouveau une crise le 23 août 1958 dans le détroit de Formose, déclenchée par la

reprise des bombardements chinois. La nouvelle donne est que cette fois-ci Mao a réussi à obtenir le soutien nucléaire de l'Urss. Mais la crise se solde cette fois-ci par la reprise d'un dialogue entre les ambassadeurs de Pékin et de Washington. Cependant les relations se dégraderont encore pendant les années qui suivront, notamment à cause de la guerre du Vietnam. La prochaine décennie de la Chine sera marquée notamment par la détérioration de ses relations avec l'URSS. Peu après son élection Nixon souhaite renouer le contact avec Pékin. Suite à une visite secrète de préparation du diplomate Kissinger, Nixon se rend officiellement en Chine en février 1972.

Il reconnaît la république populaire de Chine qui jusqu'ici n'avait pas de reconnaissance

diplomatique et juridique internationale malgré qu'elle abritait la plus grande population du monde. Sa présidence marque une nouvelle approche de la Chine. Le duo Nixon-Kissinger laisse d'avantage de côté les affaires internes de la Chine qu'ils jugent ne concerner que le gouvernement chinois. Cependant, il n'y aura pas vraiment de réel avancé entre les deux pays et leur relation reste ambigüe. En 1979, est signé le taiwan relation act : l'Amérique s'engage à fournir des armes à Taïwan, en revanche il n'est plus fait mention de défense mutuelle assuré en cas d'attaque bien qu'elle soit plus ou moins implicite. Nixon est alors accusé d'abandonner Taïwan et réalise un discours afin de rassurer l'opinion publique. Dans cette période le Japon se rapproche économiquement de Taïwan.

En 1982, est signé avec la Chine ''le troisième communiqué'', dont le contenu redéfini les

positions de chacun avec un flou ingénu quand à la définition de certains points comme celui des ventes d'armes à Taïwan. En contre partie sont signés en secret avec Taïwan ''les 6 assurances'' : pas de date précise quand à la cessation des ventes d'armes (qui comme on le verra dans la partie suivante n'ont toujours pas cessé aujourd'hui), pas d'engagement à consulter Pékin sur celle-ci, pas d'engagement à amender la loi sur les relations avec Taïwan, pas de modification de position à propos du statut de Taïwan, pas de pression sur Taipei, et s'engage à ne pas intervenir comme médiateur.

En 1989, les évènements de Tianamen pose la question éthique aux Américains de

collaborer avec un pays qui réprime aussi durement sa population. De son côté la Chine, finit de prendre son indépendance par rapport au bloc soviétique qui est en train de s'écrouler.

En 1996, à la veille de l'élection présidentielle de Taïwan, la Chine continentale tire des

missiles qui explosent à proximité des deux ports principaux de Taïwan : Kaohsiung et Keelung. La pression monte dans le détroit, Bill Clinton fait déployer deux groupes aéronavals dans le détroit en soutient à Taïwan. C'est la plus grosse crise diplomatique depuis plusieurs décennie. Elle témoigne de la rapidité à laquelle la situation peux s'envenimer jusqu'au conflit entre les deux pays au travers du Détroit de Taïwan.

En 1999, durant la guerre du Kosovo les États-Unis bombardent accidentellement

l'ambassade chinoise. L'expérience reconnue aux américains dans leur capacité de frappe de

précision nuira à la crédulité de leur version. La Chine les accuses d'un bombardement volontaire, malgré les multiples messages de condoléances du président américain, une grande vague de nationalisme anti-américain se déchaîne alors en Chine.

Les attentats de septembre 2001 vont permettre une phase de répit dans les relations sinoaméricaine qui déclarerons concilier leur efforts dans la lutte anti-terroriste. Ceci entraînera également la concentration des forces américaines au moyen-orient et laissera donc l'océan pacifique un peu plus libre pour la Chine. Les années 2000 sont aussi marqué par un fort rapprochement économique entre la Chine et Taïwan .

**II.3/ Historique récent des changements politiques vis-à-vis de Taiwan**

Cette partie est consacrée aux changements politiques qui ont marqués la politique récente

de Taïwan. Nous allons d’abord voir quels ont été ces changements sur place, puis par la suite quels autres changements ont pu se produire à l’étranger avec pour modification la politique de Taïwan.

Avant toute chose, il faut se faire une idée sur la situation politique de Taïwan. D’un côté se

positionne une ligue favorable au rapprochement avec la RPC, d’un autre une ligue favorable à l’indépendance de l’île. Ces deux ligues sont nommées « Pan-bleue » et « Pan-verte ». La première est constituée du Kuomintang, du Parti du Peuple en Premier et du Nouveau Parti. La seconde est composée du Parti Démocratique Progressiste, de l’Union pour la Solidarité de Taïwan et du Parti pour l’Indépendance de Taïwan. La stratégie de la Pan-verte est plus cohérente car les partis la composant sont de taille et d’idéologie similaire. En outre ils ont bénéficiés d’une image de l’image négative de corruption associée au Kuomintang. La première pan-bleue en revanche présente plus d’hétéroclisme mais a réussi à se maintenir au pouvoir grâce au soutien d’une grande partie du peuple et de l’armée, arrivées sur l’île au même moment vers 1949. L’on peut enfin remarquer que la répartition géographique de ces deux pan est révélatrice : les électeurs favorable à la pan-bleue se trouve dans la région de Taipei, car ils sont des migrants du Kuomintang arrivé en 1949, tandis que sur le reste de l’île se trouve des électeurs favorable à la pan-verte, car déjà implanté à Taiwan avant

l’arrivée des troupes du Kuomintang.

En 1990 est élu Li Tenghui à la présidence de Taiwan par une majorité de députés. Chef de

file du Kuomintang, sa politique se veut indépendantiste comme le montre son discours de mai 1995 aux États-Unis. En 1996 Li Tenghui est réélu président de la République, mais cette fois-ci par un suffrage universel direct. Ce qui apparait, c’est que pendant les mois avant cette élection, la Chine continentale avait effectuée des pressions militaires le long des côtes pour contraindre Li Tenghui à adoucir sa politique séparatiste. En outre, cette démonstration de force se voulait incitative d’une réélection de Li Tenghui face au parti indépendantiste.

La politique qui va suivre à ces quatre années de mandat aura une plus forte tendance au

séparatisme. En effet, le président élu le 20 mai 2000 est Chen Shuibian, le chef du parti

Progressiste qui souhaite l’indépendance et la séparation totale de Taïwan avec le continent. Une politique d’indépendance va être favorisé sans pour autant que le gouvernement n’ose alors proclamer l’indépendance de l’île, le mécontentement de Pékin est en effet bien grand.

Cependant, dès 2008, un membre du Kuomintang va être élu à la présidence de Taïwan et

placera son mandat sous le signe du rapprochement avec le continent. Ce président se nomme Ma Yingjiu. Né à Hong-Kong en 1950 il fait une licence de droit à Taïwan avant de suivre une maitrise à New-York et de finir avec un doctorat à Harvard. A la tête du Kuomintang, Ma Yingjiu est surnommé « le téflonné » pour son incorruptibilité. Il est décrit comme un pacifiste cherchant à rapprocher les États comme cela transparait pendant sa campagne en 2008. En 2010, des accords économiques du nom de : ECFA - Economic Cooperation Framework Agreement - ont scellés la détente avec la Pékin. Ils ont permis l'abaissement des barrières commerciales, avec pour résultat un accroissement de plus de 36% des échanges dans le détroit de Formose en un an, mais aussi une ouverture aux investissements dans le domaine des services, de la finance et des assurances. De ces accords découle une plus grande dépendance de Taïwan envers la Chine. Réélu en 2012, Ma Yingjiu donne un bon exemple de sa politique à travers le cas des îles Diaoyu. Le président Taiwanais proposa une solution pacifique au travers de l’exploitation conjointe des ressources naturelles des îles par les trois états (Chine, Japon, Taïwan). Il a cependant réaffirmé en février 2013 les prétentions de Taïwan sur ces îles et exclu de rejoindre la position officielle de Pékin contre le Japon. Par ailleurs Ma Yingjiu avait appelé à un développement pacifique et coopératif de la mer de

Chine orientale. Aujourd’hui, le président Ma Yingjiu a été élu « personnalité préférée des

taiwanais » pour la cinquième année consécutive. En bref, le président Taiwanais Ma Yingjiu est celui qui a favorisé les rapprochements politiques avec la Chine continentale. Lors de sa réélection en 2012 l’agence chinoise Xinhua s’est déclarée satisfaite dans la perspective de rapprochement et, à demander au peuple taiwanais de se ranger dans son ensemble du côté de la majorité. Grâce à la coalition bleue, des rapprochements se sont effectués depuis une dizaine d’années, cela comprenant l’ouverture de vols directs, l’arrivée massive de touristes continentaux, les échanges d'étudiants, le prêt de pandas et surtout, la rhétorique « Grande Chine » qui montre le chemin de la réunification... Ma Yingjiu a déclaré à la suite de sa réélection le 20 mai 2012 : "Au cours des quatre prochaines années, les liens avec la

Chine seront plus harmonieux et il y aura plus de confiance mutuelle". L’on peut noter au passage l’idée de liens harmonieux, si chère au président Hu Jintao.

Par ailleurs, d’un point de vue économique, les compagnies taïwanaise qui pour beaucoup

produisent et exportent en Chine n'ont cessé de relayer le message de Pékin pendant la campagne présidentielle : une victoire des verts aurait causé « inévitablement une menace sur le développement pacifique de nos relations », comme avait prévenu récemment le porte-parole du Bureau des Affaires Taïwanaise, à Pékin. En outre la Chine demeure le premier partenaire commercial de Taipei, et les 145 milliards de dollars d'échanges annuels représentent un grand nombre d'emplois sur l'île. Les nationalistes de la ligue verte ont tendance à dénoncer cette dépendance mais ne semblent pas pour autant proposer de solutions qu’en a une éventuelle autosuffisance économique. Par ailleurs, les États-Unis se sont également félicités de l’élection de Ma Yingjiu. La nation états-unienne voit cela comme l’échec d’une coalition indépendantiste perdante qui aurait causé des troubles dans la relation Washington-Pékin.

De l’autre côté du pacifique ont également eu lieu des changements politiques majeures ces

dernières années : l’élection États-Uniennes de Barack Hussein Obama. La personne elle-même de Barack Obama peut avoir des effets positifs sur les relations entre la Chine, Taïwan, et les États-Unis. En effet, le fait que le président Obama soit d’origine haïtienne et d’une minorité afroaméricaine défavorisée porte à croire qu’il est plus enclin à s’intéresser aux autres nations. De même, il a fait ses études à moins de dix ans d’écart dans la même université de droit à Harvard que le président Ma Yingjiu, ce qui peut être vu par les taiwanais comme un lien entre ces dirigeants.

Il faut savoir que bien que la présidence de Georges W. Bush fût sans doute l’une des plus

contestée de l’histoire des États-Unis, son bilan sur la politique extérieure en zone Asie-Pacifique resta globalement positif. En effet, au lieu de contenir l’émergence de la puissance chinoise, le président Bush a déployé l’influence américaine dans cette région du monde, en la marquant d’une présence militaire forte au niveau régional. De même, de nombreuses séries d’initiatives diplomatiques créatives ont été mises en oeuvre pour développer l’influence américaine dans la région. Cependant, les besoins engendrés par les conflits successifs au Moyen et Proche-Orient ont entrainé une certaine perte de l’influence américaine dans la région Pacifique.

C’est donc une des premières choses qu’a dû effectuer Barack Obama après son élection :

réaffirmer la présence américaine en zone Pacifique. Ainsi, le nouveau président a pris un grand soin à réaffirmer l’adhésion des États-Unis au principe « d’une seule Chine » ainsi que son souhait de maintenir la sécurité taiwanaise, toujours en concordance avec tous les Présidents américains qui l’ont précédé. L’on voit donc une certaine continuité politique côté américain : les principes fondamentaux et piliers normatifs – que sont le soutien militaire aussi appelé « TRA », le Consensus de 1992 indiquant l’existence d’une seule Chine, ainsi trois communiqués conjoints sino-américains affirmant leurs bonnes relations – sur lesquels reposent la relation furent bien réaffirmés. C’est cependant une politique extérieure ambiguë que continue de mener le président Obama : soucieux d’un côté de préserver la stabilité dans le détroit, et de l’autre, créatrice de vives tensions dans la zone car maintenant des relations « officieuses » avec Taïwan. Il s’agit donc pour le président États-Unis de maintenir l’équilibre dans le détroit de Taïwan, en renforçant les liens diplomatiques et en mettant l’aspect militaire de côté, afin de viser à prévenir la formation de nouvelles crises. Les relations trilatérales Chine-Taiwan-Etats-Unis semblent donc avoir pris un bon départ sous la politique d’Obama. Les autorités chinoises ont même exprimées une certaine satisfaction envers les projets du nouveau Président et reconnaissent le besoin accru d’une coopération sino-américaine pour résoudre les grands défis mondiaux.

Du côté Taiwanais le président américain s’est vu considérer comme le garant de la sécurité de l’île et sa politique est fort bien reçu.

Il faut cependant noter que l’enthousiasme lors de la réélection du président États-Unis a été

plus forte côté taiwanais que côté chinois. En effet, alors qu’on trouvait bon nombre d’articles

félicitant cette élection dans la presse taiwanaise, côté chinois l’ambiance était plus guindé, pour ainsi dire, cette réélection a été bien vu, mais pas nécessairement plus qu’une autre. Ainsi, l’on est en droit de penser que pour les chinois : « Peu importe que le président soit noir ou blanc, du moment qu’il n’y a pas de soucis ! »

Enfin, dernier changement politique majeure dans la relation trilatérale Chine-Taiwan-Etats-

Unis : l’élection chinoise du président Xi Jinping. Cette élection est sans doute celle qui apporte le moins à la situation actuelle, en effet la ligne politique chinoise n’est jamais déterminé par un individu ou les valeurs qu’il peut représenter mais bien par l’ensemble du gouvernement et des milieux dirigeants. L’on peut cependant remarquer que Xi Jinping connait relativement bien la côte frontalière à Taiwan : il fût nommé gouverneur du Fujian en 1999. Cette région connait en effet d’importants échanges commerciaux avec Taiwan dans le domaine agricole notamment. Bien que l’on puisse noter moins de points communs entre Barack Obama et Xi Jinping qu’entre Barack Obama et Ma Yingjiu, leurs politiques ne semblent pour le moment pas s’affronter de face, chacun se contente d’observer l’autre et de l’influence dans l’orientation de sa politique.

L’on peut voir grâce à la carte ci-dessous que le président Xi Jinping, ancien gouverneur du

Fujian devait avoir une bonne connaissance du sujet en cas d’attaque de République Populaire

contre Taïwan, en effet les bases du Fujian ainsi que les missiles pointant vers Taïwan

sontnombreux.

**III/ Ambiguïté des relations et complexité de la situation**

**III.1/ La vente d’armes États-Uniennes à Taïwan**

Aujourd’hui, la logique de rapprochement entre les deux grandes puissances Chinoise et

Diktats-Uniennes poursuivit son cours. En n’oubliant pas qu’elle vise à la concrétisation d’un solide partenariat sino-américain. Il faut savoir que la fin des années 1970 fut marquée par la

concrétisation d’un deuxième communiqué conjoint sino-américain - rendu effectif le 1er janvier

1979. En signant ce dernier, les États-Unis, s’engageaient à reconnaître « le gouvernement de la République populaire de Chine comme l'unique gouvernement légal de la Chine » et ainsi à

maintenir des relations non officielles avec Taïwan. Cependant, sous pression de lobby protaiwanais mais aussi pour préserver leurs intérêts en zone Asie-Pacifique, les États-Unis décidèrent de perpétuer des relations

« officieuses » avec Taïwan. A cet effet fut donc promulgué le 10 avril 1979 le « Taïwan

Relations Act » (TRA). Il s’agit du pilier législatif le plus important de la relation taïwanoaméricaine.

Etablit au lendemain de l’intégration de la Chine à l’ONU, le Taïwan Relations Act

assure bien la continuité d’une relation entre les États-Unis et Taïwan. La loi autorise ces derniers à interférer dans les relations inter-détroit et à assurer la sécurité de l’île.

Cela amena donc la République populaire de Chine à s’insurger contre ce traité qu’elle

trouve illégale car permettant aux états-uniens de se mêler des affaires chinoises internes et, ne respectant en plus pas les communiqués sino-américains conjointement signés en 1972 et 1979.

Pour la Chine, ce traité est une violation de la souveraineté chinoise. Ce document a néanmoins été approuvé par le Congrès américain dans la mesure où il a permis aux États-Unis de conserver une présence forte dans la région et d’assurer le maintien de la sécurité de Taïwan par le biais de transactions militaires. Le Taïwan Relation Act permet également de réduire l’influence grandissante de l’Armée Populaire de Libération en zone Asie-Pacifique. En effet, ce traité contraint l’ensemble de l’administration américaine à assurer un soutien sans faille à la défense nationale taiwanaise en cas d’attaque contre elle et, à maintenir la paix et le statu quo du détroit.

Pendant les années 1980, un évènement inattendu se produisit sous la présidence de Ronald

Reagan : dix ans après la signature du premier accord sino-américain, un troisième communiqué fut signé, visant à apaiser les tensions répétées engendrées par le Taiwan Relation Act. Ce communiqué prévoyait alors une réduction progressive et régulière des ventes d’armes à Taiwan. Il s’agissait donc d’une grande victoire pour la Chine : les Etats-Unis ne se mêleraient plus de ses affaires intérieures. Cependant, cet accord ne formula ni ne garantit la mise à terme des ventes d’armes à l’île de Taïwan : « Les États-Unis ont déclaré dans le communiqué que le gouvernement des États-Unis attache une grande importance à ses relations avec la Chine et réaffirme qu'il n'a pas l'intention de violer la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine, ni de s'ingérer dans ses affaires intérieures ou de poursuivre une politique de « deux Chine » ou d'« une Chine, un Taïwan ».

L’on peut donc voir toute la subtilité et/ou l’ambiguïté de la manoeuvre états-unienne. Ainsi,

le gouvernement des Etats-Unis déclare qu'il ne cherchera pas à appliquer une politique à long

terme de vente d'armes à Taiwan et, que ses ventes d'armes à Taiwan ne dépasseront pas, tant du point de vue qualitatif que quantitatif, le niveau de celles effectuées les années précédentes. Le but est d’arriver à une vente d’armes réduite graduellement pour aboutir à une solution finale. Ce troisième accord n’apaisa donc nullement les tensions sino-américaines. Cela eu pour effet de relancer la compétition sino-américaine dans le détroit et amena les américains à chercher à établir un certain équilibre dans le détroit. Le successeur de Reagan, Bill Clinton favorisa plus encore que son prédécesseur les relations non officieuses entre Taipei et Washington. Par la suite, le 25 2001, ce fût le président Georges Bush qui annonça son soutien pour la défense de Taïwan. Cette annonce vint en fait ponctuer la plus importante vente d’arme qui eut jamais lieu à Taïwan et qui s’était déroulé la veille. Cette offre comprenait non seulement des armes défensives – dont 12 avions P-3C

Orion de lutte anti-sous-marine, 12 hélicoptères chasseurs de mines – mais aussi pour la première fois des matériels qui étaient clairement offensifs – dont 4 destroyers et 8 sous-marins diesels. Cette politique fût poursuivit par Georges Bush en 2008 : il offrit à Taïwan l’équivalant militaire de 6,5 milliards de dollars, soit 30 hélicoptères d’attaque Apache et 330 missiles Patriot. Cette vente jeta un froid certain sur les relations sino-américaines : la Chine cessa tout contact militaire avec les États-Unis. Sous la présidence de Barack Obama en 2009, une tentative Etats-Uniennes pour renouer le dialogue avec la Chine arriva au résultat que le retour à la normal dans les relations sinoaméricaines serait long. De son côté, le président Obama continue de soutenir la position de Taïwan.

Il a déclaré lors de sa campagne électorale : « je ferais tous les efforts nécessaires pour soutenir la démocratie de Taiwan ». Et c’est ce qu’il a fait : une première vente d’appareils F-16 C/D a été faite le 29 janvier 2010 tandis que des avions F-16 A/B ont été modernisés et vendus le 20 septembre 2011.

Il semble donc que les ventes d’armes américaines à Taïwan ne pourront s’arrêter que

lorsque le gouvernement chinois aura parvenu à évincer totalement la position américaine en Asie du Sud-Est. D’un autre côté, l’on peut se demander à quoi est du le positionnement Américain. En fait, il semble qu’en attendant le retrait ou la diminution des forces de l’APL déployées dans le détroit, les ventes d’armes américaines à Taiwan représentent pour le côté américain le meilleur moyen de conserver un équilibre sain (« healthy balance ») face à la menace chinoise dans le détroit. Ce concept de « healty balance » justifie donc à lui seul les transactions militaires. Seulement, en comparant certains discours tenus par des membres du cabinet américain, on constate qu’un second argument est soulevé à de nombreuses reprises : les ventes d’armes destinées à Taiwan renforcent la relation inter-détroit. Selon les membres de l’administration Obama, vendre des armes et ainsi renforcer ses moyens défensifs donnent à Taiwan la confiance nécessaire pour négocier et parlementer avec la Chine. Sans l’aide militaire américaine, Taiwan n’aurait pas les cartes en main pour pouvoir entamer des pourparlers avec l’autre côté du détroit, s’estimant bien trop vulnérable. Cet argument « phare » joue un rôle primordial dans le discours américain. Il est reprit par de nombreux membres du cabinet et justifie à lui seul la légitimité de la relation taiwanoaméricaine.

Mais cette vente d’armes n’est-t-elle pas plus génératrice de tensions que d’apaisements ?

Selon You Ji, professeur à l’université de New South Wales de Sydney l’interférence des États-Unis dans le détroit et leur liens diplomatiques non-officieux avec Taïwan sont et seront les plus grands facteurs de tensions dans la relation triangulaire. Pourquoi donc les États-Unis continue-t-il de vendre des armes à Taïwan s’il souhaite préserver la paix du détroit ? En fait, la relation taiwanoaméricaine repose sur deux fondamentaux : « la préservation de l’équilibre des forces dans le détroit de Formose (et par conséquent le maintien à Taïwan d’une capacité de défense crédible) et la capacité pour les États-Unis de rester maître du jeu face à la fois à toute évolution future de la situation de Taïwan et aux intentions de la Chine populaire ». Mais il semble difficile pour les administrations américaines de remettre cette relation en cause. Ainsi les administrations américaines semblent donc être prises au piège de leur propre législation sur le Taïwan Relation Act qui a jouit d’un appui incontestable du Congrès américain depuis sa création. C’est de ce Congrès cependant que né la mise en application du Taïwan Relation Act. Or, cette branche législative a le pas sur les membres de l’exécutif, même le président. De fait, c’est de ce Congrès américain que sont décidé ou non les ventes d’armes à Taïwan.

Cependant le président Obama semble parvenir à diminuer son soutien à Taïwan malgré les

demandes du Congrès. En effet, lors de la seconde vente effectuée en septembre 2011, les Etats-Unis se limitèrent à la vente d’anciens avions tout en proposant de moderniser les anciens avions

taiwanais. Ce compromis montre que le président Obama craint un trop grand rapprochement sinotaiwanais ainsi que la réponse chinoise qui pourrait en résulter. Curieusement, cette manœuvre mécontenta à la fois Taïwan, mais également la Chine. Pourquoi ? Apparemment la Chine continentale voit dans une proche réunification avec Taïwan le moyen d’accéder à l’ensemble des équipements américains vendus à Taïwan ces dernières décennies. 2011 marque donc une année ou les États-Unis s’essoufflent dans leur soutien envers Taïwan. Le développement que pourrait avoir les États-Unis avec la Chine a pris le pas sur la volonté de puissance américaine dans la zone pacifique, zone qui sera – ils le savent – bientôt sous influence chinoise.

**III.2 / Un tel conflit a-t-il lieu d’être ?**

Il peut être intéressant pour mieux saisir l’avenir de Taïwan de se plonger dans l’histoire

comme le conseillent les classiques chinois. La situation de Taïwan trouve en Asie extrêmeorientale un écho dans la situation coréenne d’avant 1950. En effet c’est une zone de transition géographique et idéologique entre les deux puissances Sino-soviétiques contre Etats-Uniennes et alliés en 1950 et, Chine et États-Unis aujourd’hui. La question Taiwanaise peut-t-elle trouver une réponse dans la situation coréenne actuelle ?

L’enjeu de la guerre de Corée 1950-1953 pour les forces communistes était d’empêcher

l’implantation de la puissance États-Uniennes ou d’un satellite Sud-coréen sur le territoire

Asiatique. Ainsi Chine et Russie ont-elles engagées le conflit pour repousser l’envahisseur

capitaliste. Les forces américaines et alliés sont intervenues et, après trois années de guerre un traité de paix est signé, laissant la Corée coupée en deux états Nord-Sud à l’idéologie diamétralement opposé. La nation coréenne est aujourd’hui encore divisée et l’on ne sait quelle en sera l’issue.

La question Taiwanaise présente un bon nombre de similitudes : l’île de Taïwan représente

une zone de glacis dans le pacifique entre Chine et États-Unis et, sa situation politique si complexe vaut bien une comparaison à un pays – si ce n’est coupé en deux – tiraillé entre deux systèmes. L’on a en outre vu par le passé que cette situation pouvait être cause d’actions militaires. Néanmoins un ʺdénouementʺ comme celui de la Corée semble hautement improbable. Le conflit présente la même forme mais non pas les mêmes spécificités profondes. Aujourd’hui les nations Chinoise et États-Uniennes sont en étroite collaboration économique, dépassant de loin les échanges Soviético-américain : pétrole russe contre blé états-uniens. De même il ne s’agit plus de démontrer la supériorité – sur tous les plans – d’un système idéologique. Deux systèmes se sont affrontés et chacun en a connu le dénouement. L’idée d’un conflit idéologique allant à l’encontre des intérêts économiques respectifs des deux nations semble hautement improbable. Comme le dit Sunzi, « l’attaque militaire n’est à user qu’en dernier recours », il faut donc affaiblir l’ennemi économiquement pour emporter la victoire sans tirer un coup de feu.

Même si le système taiwanais est américanisé sur un grand nombre de niveau, les États-Unis

n’entreront certainement pas dans un conflit militaire ouvert contre la Chine pour leur seule

idéologie. Si une guerre doit éclater elle n’aura été voulue par aucun des deux côtés. Taiwan semble donc destiné à rallier la Chine comme la Corée à être réunis. Comme le dit le Professeur You Ji de l’université de New South Wales à Sydney:

« Parler de guerre entre la Chine et les États-Unis sur Taïwan est mettre la charrue avant les bœufs car Beijing n’a aucun projet d’occuper Taïwan par la force. La seule source de conflit possible serait une tentative de la part de Taïwan de passer à l’indépendance de jure. Toutefois, cela peut bien être empêché par un agenda conjoint signé entre la Chine et les États-Unis allant contre l’indépendance taiwanaise. Une guerre taiwanaise est donc tout simplement un sujet qui n’a pas lieu d’être ».

**III.3 / La Chine, les États-Unis et Taïwan, quelles perspectives à venir?**

Les trois acteurs n'ont pas réellement réglés leur contentieux qui perdure depuis maintenant

plus d'un demi-siècle. Malgré le fait qu'il y ai eu plusieurs crises et tentatives de rapprochement, on peut dire que la situation est restée relativement ''stagnante'' quant aux problèmes cruciaux qui opposent la Chine et Taïwan, puis les États-Unis et la Chine (notamment à travers Taïwan). La montée en puissance de la Chine va obligatoirement venir bouleverser le caractère ''stagnant''

de la situation pour la métamorphoser d'une façon ou d'une autre. La question reste de savoir de quelles façons ces changements vont-ils se réaliser?

On peut classifier ces réflexions sur les perspectives à venir en quelques grands axes. L'un

insistant sur les liens économiques réciproques qui garantiraient l'impossibilité d'un conflit, l'autre au contraire donne une prévalence à l'aspect inévitable d'un conflit entre les deux grands donnant lieu à un affrontement armé dans le pacifique directe ou interposé, malgré ces liens économiques. Un troisième axe plus nuancé, rejette l'idée d'un conflit militaire, directe tout du moins, mais émet la supposition d'une guerre économique accompagnée d'une cyber-guerre. Cependant on peut se demander ou mènerait une tel guerre, et si un supposé perdant ne serait pas enclins à déclencher une guerre pour retourner la situation, quitte à manipuler l'opinion internationale de façon à ce qu'une action militaire paraisse légitime aux yeux du plus grand nombre? Se poserait alors là aussi la question nucléaire? Autant de questions et de perspectives qui prouvent seulement l'incertitude face à des situations si complexe.

On peut encore répertorier un quatrième axe de réflexion. Ce dernier appartient d'avantage à

des spécialistes en géopolitique d'Asie (D.Lambert, H.Kissinger, J.Samaan). Grâce à un certain recul, ils opèrent une synthèse de tous ces axes et proposent d'aller vers une inter-compréhension et le partage concret d'intérêts communs. Tout en étant conscient des efforts que peut représenter une tel approche, mais en contre partie il n'oublie pas de souligner l'intérêt de l'enjeu et présentent ce type d'approche comme la seul pouvant éviter un conflit.

**L'interdépendance économique et moyens de pressions :**

La chine a de gros besoin en approvisionnement d'énergie. Elle est obligée d'importer

aujourd'hui 40% de son pétrole et sera sans doute amenée dans l'avenir à rapidement doubler ce chiffre. Elle a beau se tourner vers les pays d'Afrique et d'Amérique latine, pour le moment 2/3 de son pétrole est importé du Moyen-Orient. ''Or Pékin accepte mal que ses acheminements d’or noir soient contrôlés par l’US Navy omniprésente. Si un conflit éclatait, l’économie chinoise pourrait être étranglée par une intervention rapide des USA. Entre le détroit d’Ormuz et Shanghaï, la distance est de 12 000 km. Un sérieux handicap. Un approvisionnement vital donc, mais très exposé.''1

De plus comme on l'a vu l'Us navy se fait très présente en mer en Pacifique y compris en

mer de Chine du Sud. Ce qui multiplie ses possibilités de contrôle dès flux de pétrole chinois. D'où les projets de contournement de la Chine comme celui de faire passer un oléoduc par le Myanmar. En contre partie la Chine, détient de 30% de la dette américaine en bond du trésors soit environ 1400milliards de dollars. Elle est aussi le pays à détenir la plus grande réserve de change en dollars, soit 3181milliards en janvier 20122. L'Amérique a aussi besoin de ces produits manufacturés pour maintenir un niveau de vie acceptable selon ses critères. Autrement dis, la Chine détient un grand pouvoir sur l'économie américaine, cependant sa propre économie dépend de la survie de cette dernière, elle ne peut donc se permettre de la couler. Du côté de Taïwan, c'est aussi une interdépendance économique qui garantit à priori

l'absence de conflit armée. En effet : ''en 2007, les échanges commerciaux entre les deux pays

représentaient 102 milliards de dollars, contre huit milliards en 1991. La Chine est aujourd'hui le plus grand partenaire économique de Taïwan : elle est la destination d'environs 30% des

exportations annuelles de l'île. Depuis vingt ans, les entreprises taïwanaises ont investi près de

150milliards de dollars sur le continent chinois et des accords bilatéraux ont été mis en oeuvre pour faciliter les affaires entre les banques, les compagnies d'assurance et autres services financiers.''

**La théorie ''réaliste'' du conflit inévitable :**

Bien que reprise par différent courant d'analyste, le discours général de la menace chinoise

se fonde sur l'idée qu'un changement de distribution de puissance dans le monde engendre des

conflits. Il est bien souvent inspiré de ''l'école réaliste pessimiste'' américaine de John

Mearsheimer : ''Il se fonde sur l’idée que la politique internationale est un jeu à somme nulle : le déclin de X est mathématiquement cause ou conséquence de l’avènement de Y. Plus encore, pour appuyer sa thèse de l’inéluctabilité d’un conflit États-Unis/Chine, Mearsheimer explique que « les États les plus puissants tentent toujours d’établir une hégémonie régionale tout en s’assurant qu’aucune puissance rivale ne domine une autre région ; le but ultime de toute grande puissance est de maximiser sa part de puissance et inexorablement de dominer le système ''1.

Le problème étant que l'escalade vers le conflit débute par cette perception réciproque de

l'autre comme étant une menace. Kissinger dit : ''L'argument selon lequel la Chine et les États-Unis sont voués à se heurter de plein fouet part du principe qu'ils se comportent l'un envers l'autre comme deux blocs rivaux de part et d'autre du Pacifique. Ce qui les conduits l'un comme l'autre au désastre.2''

C'est là, l'absurdité d'un tel paradigme qui de par sa logique entraîne forcement la réalisation

de ce qu'il prédit. Sans superstition, il est tout à fait claire qu'une tel approche ne peut que

déclencher mécaniquement le résultat tant redouté.

Sans même aller jusqu'à prôner un altruisme idéaliste, il incombe aux responsables des deux

grandes nations de se mettre un minimum à la place de l'autre et d'en tirer des conclusions allant vers d'avantage de dialogue au lieu de toujours plus d'anticiper une menace qui ne cesse ainsi de se construire.

1Jean-Loup Samaan, La Menace chinoise : Une invention du Pentagone?. Paris: Vendémiaire,

2 H.Kissinger, De la Chine:. Fayard, 2011, page 508, paragraphe 3, lignes 6-9

Vers ''une communauté du Pacifique'' :

Henry Kissinger a suivit l'évolution des relations sino-américaine pendant près de 40 ans. Il

dénonce ce risque de conflit dû à des États-Unis qui souhaiterais endiguer une Chine dont

l'émergence remet en cause leur statut de leadership et une Chine qui réagirait à cette endiguement en voulant expulser les américains de l'Asie-Pacifique. Il compare cette situation à celle de l'Allemagne et la Grande-Bretagne avant 1914 dont l'interdépendance économique était censé les préserver d'un conflit (en relativisant bien sur le caractère épisodique de l'histoire).

Henry Kissinger propose alors de fonder une communauté du Pacifique. Le concept serait de lier la Chine et les États-Unis ainsi que les autres pays de la zone dans une cause commune de

préservation de la paix et de l'harmonie dans la zone. Ceci dans le but de diminuer les

appréhensions. Les gouvernements seraient alors appelés à résoudre les problèmes ensembles en gardant une vision au long terme. Dans sa vision le but premier serait d'atténuer les tentions. Ainsi, selon Kissinger l'équilibre à trouver se situerais entre laisser une certaine place à la Chine tout en conservant la compétitivité économique des États-Unis.

Ce concept prôné par Kissinger ne relève pas de l'utopisme mais d'un constat des plus

réaliste : ''Une guerre froide entre les deux pays interromprait les avancées sur les deux rives du Pacifique pendant une génération. Les querelles essaimeraient dans les politiques intérieures de toutes les régions au moment où des problèmes mondiaux tels que la prolifération nucléaire, l'environnement, la sécurité énergétique et le changement du climat exigent une coopération elle aussi mondiale. Après avoir cité le philosophe Kant qui disait que le monde parviendrait enfin à une paix durable soit par l'intuition humaine, soit par des conflits et catastrophes d'une ampleur qui ne laisserait pas d'autre choix à l'humanité; et Zhou Enlai qui a déclaré : ''le monde va trembler sur ses bases'', Henry Kissinger clôt son ouvrage en s'exclamant : ''qu'elle apothéose si quarante ans plus tard, les États-Unis et la Chine réussissaient à fusionner leurs efforts non pas pour ébranler le monde, mais pour le construire!''

Ainsi, Taïwan se trouve au milieu de ces conflits d'intérêt. Dans le fond aucun des deux grands ne se soucient vraiment du bien être des taïwanais, l'île représente seulement le noyau de ces enjeux. En effet celui des deux qui détient Taïwan aurait un large avantage sur l'autre. Pour le moment la situation de Taïwan est plutôt neutre. Certes, elle représente un régime démocratique et achète des armes américaines, mais outre ces apparences elle semble de plus en plus être vouée à être happée par le continent.

En réponse à Henry Kissinger on peut espérer que Taïwan notamment par le biais de sa jeunesse multiculturelle puisse être le centre de collaboration plutôt que de discorde.

Car même dans le cas d'une ''coévolution'' la question de Taïwan serait forcément quand même posé. Dans le meilleur des cas on peut espérer qu'au lieu de devenir un symbole de déchirement des deux grandes nations, elle devienne dans l'indépendance ou non, un siège de décision commune servant de lien entre les deux grands.